

Questions orales

M. McLean: C'était notre initiative et non celle du gouvernement.

M. Joyal: Je lui ai déjà dit à maintes reprises qu'à la suite des consultations, nous déposerons un rapport au Parlement. Tous les intervenants seront largement consultés. Le député devrait se décider une fois pour toutes et nous faire des propositions constructives.

* * *

L'AGRICULTURE

LES TAXES SUR LES CARBURANTS AGRICOLES

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Il n'ignore évidemment pas que le prix de nombreuses denrées agricoles est en baisse, que les frais de production augmentent et que le nombre de faillites va croissant. D'autre part, au cours du week-end, il a préconisé une réduction d'impôt générale pour stimuler l'économie. Dans ces conditions, est-il prêt à recommander à ses collègues du cabinet de réduire la taxe fédérale sur le carburant agricole qui s'élève à environ 30c. le gallon? Va-t-il proposer cela au cabinet de façon à aider les agriculteurs et à stimuler l'économie du pays?

● (1440)

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, le député a mentionné une des opinions que j'ai exprimées, l'un de mes chevaux de bataille.

Des voix: Bravo!

M. McDermid: Ce n'est pas un cheval, c'est un éléphant.

M. Whelan: Je tiens à lui dire que j'ai également fait connaître mon opinion à l'égard du carburant servant à la production alimentaire. Il est certainement au courant. Nous n'avons cessé d'en discuter.

ON DEMANDE UNE MESURE ABOLISSANT LA TAXE

M. Lorne Nystrom (Yorkton-Melville): Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire à poser à l'homme politique le plus célèbre au monde.

Des voix: Bravo!

M. Nystrom: Tout à l'heure j'ai remarqué qu'à côté de lui le premier ministre parlait d'un transfert de pouvoirs, mais qu'il attende quelques semaines.

En raison de l'urgence de la question et de la situation dans laquelle se trouve actuellement les agriculteurs de tout le pays, le ministre va-t-il proposer au cabinet de présenter, d'ici la fin juin, un projet de loi abolissant la taxe sur le carburant agricole qui s'élève à environ 30c. le gallon? En fait je lui propose

un marché. S'il fait cela pour les agriculteurs, je tâcherai de convaincre tous les députés libéraux de ma circonscription de l'appuyer dans sa campagne à la direction.

L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je tiens à dire au député que j'ai déjà parlé à tous les libéraux de sa circonscription. Ils m'ont dit de ne prendre aucun engagement vis-à-vis de lui, car il ne sera plus là au lendemain des prochaines élections.

Je le répète, je tiens à ce que la production alimentaire soit à la fois rentable pour les producteurs et bon marché pour les consommateurs. Je ferai tout en mon pouvoir pour veiller à ce que ce vœu se réalise.

* * *

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DU MINISTRE DU TRAVAIL ET DU DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE DE TANZANIE

M. le Président: Je signale à la Chambre la présence à la tribune de l'honorable D. N. Mwakawago, ministre du Travail et du Développement de la main-d'œuvre de Tanzanie.

Des voix: Bravo!

* * *

LES TRAVAUX PUBLICS

LE MINISTÈRE DES AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS À CHARLOTTETOWN (I.-P.-É.)—LES CLAUSES DU CONTRAT DE LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT DU SIÈGE

L'hon. Allan B. McKinnon (Victoria): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au ministre des Travaux publics. Le ministre a signé un contrat de location avec option d'achat avec un promoteur de Toronto, la société Rampart Enterprises, pour le siège du MAC de Charlottetown. Le gouvernement a consacré environ 7 millions à l'édifice, puis il l'a cédé à la société Rampart qui a dépensé environ 16 millions. Le bail porte sur une période de 35 ans, et le gouvernement doit payer 2.2 millions par an de loyer, soit 78 millions au total pour la durée du contrat. Le ministre admettra-t-il que ce contrat est trop avantageux pour Rampart Enterprises?

L'hon. Roméo LeBlanc (ministre des Travaux publics): Monsieur le Président, il serait tout à fait ridicule d'essayer de porter un jugement de ce genre sans connaître la superficie de l'édifice, les clauses du contrat et ainsi de suite. Le député ne doit pas s'attendre à ce que j'aie de tels renseignements en tête.

M. McKinnon: Si le ministre signe ces contrats, je m'attends à ce qu'il soit au courant.